N'ATTENDONS PAS LES ELECTIONS POUR AGIR

Le 18-09-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

AGISSONS MAINTENANT ET PARTOUT POUR FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX !

Par Patrick Serres, membre du Bureau politique du Pardem

Nous subissons une situation où les grands actionnaires, les banques et les multinationales se gavent comme jamais sur le dos de la majorité de la population et en particulier sur les catégories populaires ! Au 17 avril 2026, les marges des pétroliers ont été multipliées par quatre en deux mois, selon les chiffres de l'Union française des industries pétrolières. Et les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux, aussi riches et autant dominants. Le temps d'agir est venu sans attendre les élections de 2027 alors que le projet de budget 2027 serait amputé de 54 milliards d'euros, incluant le gel du point d'indice des fonctionnaires et une réduction de budget dans tous les ministères qui plomberont encore le pouvoir d'achat des citoyens.

Sous prétexte d'endettement public de la France et de crise liée aux guerres, provoquées à la fois par l'OTAN en Ukraine et par les USA et Israël au Moyen Orient et en Iran, nous sommes appelés à mettre encore plus la main à la poche pour remplir nos réservoirs de carburant afin d'aller travailler, sans même pouvoir remplir nos sacs à provision afin de nous nourrir. Dans le même temps, contraints à nous serrer la ceinture pour financer l'armement généreusement fourni par l'Union européenne et la France à l'Ukraine : plus de 216 milliards d'euros ont été versés par l'Union Européenne en quatre ans et plus de 12 milliards d'euros par la France alors que, par exemple, le budget de notre sécurité civile, notamment les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), n'est que de 7 milliards d'euros.
L'attaque en règle du gouvernement Macron contre le pouvoir d'achat est délibérée, vise à nous faire peur et à nous faire courber encore plus l'échine ! C'est la même politique qu'il conduit depuis 10 ans, fidèle aux attentes de l'Union européenne : réduire les services publics, « le coût du travail », les pensions de retraite, les salaires au nom de la compétitivité. Et maintenant au nom de « l'effort de guerre ».
De surcroît, ce gouvernement néolibéral lamine les unes après les autres toutes les digues sociales qui permettaient de pouvoir survivre : augmentation des coûts de l'énergie, de l'alimentation, du transport, diminution du taux de remboursement pour certains actes médicaux et médicaments… et nouvelle attaque en cours contre les pensions de retraites.

Fin 2018 voyait exploser le mouvement des Gilets jaunes Le détonateur était l'augmentation du prix des carburants, à cette époque en moyenne à 1,63 €/litre, aujourd'hui à 2,20 €/litre, voire à plus de 2,30 € ! C'était déjà le pouvoir d'achat qui constituait la pierre angulaire du mouvement. Un mouvement qui, dans la lutte, a élargi ses revendications à l'augmentation des salaires, à la démocratie, etc.
Le Pardem a soutenu dès le départ le mouvement des Gilets jaunes et a appelé à y participer en tant que citoyens, contrairement à pratiquement tous les partis politiques et les syndicats. En effet, lorsque les revendications portées par un mouvement populaire sont légitimes il n'y a aucune raison valable de ne pas le soutenir et de ne pas y participer !

Huit ans après, nous sommes dans une situation qui a considérablement empiré, c'est la raison pour laquelle, sans ambiguïté, sans réticence aucune, nous appelons à la mobilisation générale des citoyens : salariés, retraités, privés d'emploi, précaires, fonctionnaires, enseignants, personnels hospitaliers, étudiants, auto-entrepreneurs, artisans, petits commerçants, paysans, pêcheurs, pompiers…

À l’opposé de ce que ressassent les grands médias, il ne faut surtout pas attendre passivement les élections présidentielles du 18 avril (1er tour) et du 2 mai (2e tour) 2027. Quel que soit le vainqueur de l’élection, sans une pression populaire massive pour un changement de politique en faveur du peuple nous retomberons dans la déception, dans le sentiment d’avoir été trahis ou dans l'incompréhension.

Face à la situation déplorable de notre pays, de la démocratie, de la vie politique en général au niveau national comme international et face aux tenants du système néolibéral, seule une rupture radicale de système pour améliorer le sort des citoyens permettra un changement réel de politique, notamment sociale, économique et institutionnelle.

La lutte sera rude car, outre les néolibéraux qui tiennent le pouvoir en France et en Union européenne, le grand patronat toujours agile et armé pour défendre ses intérêts est déjà prêt. Encore une fois, comme par le passé, notamment aux heures les plus sombres, il pactisera avec l’extrême droite si celle-ci accédait au pouvoir. Le deal est déjà passé !

Les néolibéraux tout comme les européistes sont les seuls responsables du chaos dans lequel nous sommes plongés. Le peuple uni n’est pas le chaos : il est souverain et a donc le droit d’exercer sa souveraineté.

Oui, la seule force alternative c'est le peuple, ce sont les citoyens qui doivent agir pour que le rapport de forces s’inverse, sans attendre mai 2027,

Pour que la peur change de camp

Le Pardem appelle solennellement chacun et chacune à prendre part dès que possible aux mouvements de contestation sociale qui naissent. Les grands changements nécessaires exigent que nous soyons tous ensemble dans la rue : Gilets jaunes, syndicats, associations, et tous ceux qui se mobilisent contre les politiques néolibérales, gouvernementales et européennes. Que les actifs marchent aux côtés des retraités, des jeunes, des chômeurs, des syndiqués ou non, et de tous les autres pour former ensemble un bloc social compact et déterminé.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire